

Communiqué de pressedes Associations et Elus
Nouvelle Aquitaine et Occitanie
opposés au projet LGV Bordeaux Toulouse et Bordeaux Hendaye

Les Grands élus de Nouvelle Aquitaine et d'Occitanie ont adressé un courrier au Président de la République et au Gouvernement appelant l'Etat à « respecter son engagement sur la construction des Lignes à Grande Vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax ».

Les associations, des collectivités locales, les fédérations de chasseurs, de viticulteurs, de sylviculteurs, des collectifs d'élus des départements et de nombreux particuliers de la Gironde, de la Haute Garonne, des Landes, du Lot et Garonne, des Pyrénées Atlantiques et du Tarn et Garonne ont déposé en bonne et due forme des recours auprès des Tribunaux administratifs de Bordeaux et Toulouse et du Conseil d'Etat contre les projets dits GPSO. Ils considèrent que le projet de LGV (GPSO) et les aménagements ferroviaires annexes sont juridiquement irrecevables et que les DUP prononcées tant par l'Etat que par les Préfets de Gironde et de la Haute Garonne pourraient être annulées .

Les motifs invoqués sont, entre autres :

- l'absence de plan de financement précis prévu,
- des détournements de procédures,
- l'atteinte au principe d'impartialité et conflit d'intérêt potentiel,
- le rejet d'une réelle alternative : la rénovation et la modernisation des voies existantes (conformément à la Loi Grenelle 1)

Ils soulignent, de plus, que le projet de LGV a reçu un avis défavorable de la Commission d'Enquête Publique en 2014 où plus de 15000 contributions citoyennes ont été déposées, 93% étaient opposés au projet.

Enfin, ils réaffirment, comme l'ont confirmé les experts que :

- pour des distances aussi courtes une LGV ne se justifie ni sur le plan technologique ni sur le plan économique ;
- un réaménagement technique des lignes existantes permettrait des performances proches (avec suppression des passages à niveau qui, dans tous les cas, devra être réalisée), ce qui
 - coûterait 4 à 5 fois moins cher que la LGV et
 - enfin, préserverait l'environnement (4850 hectares de terres agricoles sauvegardées, consommation électrique inférieure, maintien des nappes phréatiques...).

Cette pression des grands élus de Nouvelle Aquitaine et d'Occitanie est inacceptable et montre une irresponsabilité financière, environnementale et humaine considérable pour satisfaire leur ego incompatible avec la situation actuelle et les vrais besoins de notre pays.

**Communiqué de presse des Associations et Elus
Nouvelle Aquitaine et Occitanie
opposés au projet LGV Bordeaux Toulouse et Bordeaux Hendaye**

Signataires du Communiqué.

Nouvelle Aquitaine :

 Pyrénées Atlantique : Cade : Coordination de 51 associations.

 Landes : Les Amis de la Terre.

 Gironde : Coordination Gironde de 5 associations.

 Une communauté de Communes.

 SEPANSO

 Lot et Garonne : Coordination 47 de 12 associations

 Une Communauté de Communes et 10 Communes.

Occitanie :

 Tarn et Garonne : Coordination de 5 associations.

 Haute Garonne : 2 associations.

Nouvelle Aquitaine et Occitanie : Collectif d'élus des 2 régions.

Contacts : Claude Semin : 06 07 17 31 31
 Sepanso : 06 76 61 27 12
 Collectif Gironde : 05 56 62 99 57